

COMMUNIQUÉ

Plan de déconfinement : toujours aussi flou et toujours autant d'incertitudes sanitaires et, au niveau social : RIEN !

Alors que tout le monde attendait avec impatience l'annonce du plan gouvernementale de déconfinement, le moins que l'on puisse dire est que nous ne sommes pas plus fixés sur notre vie après la date du 11 mai.

On peut d'ailleurs se demander au vu du nombre d'incertitudes et d'approximations pourquoi le gouvernement apporte autant d'acharnement à maintenir une date de déconfinement sans savoir comment la respecter et procéder ?

Car il est évident que les conditions sanitaires d'un déconfinement pour tous et partout en France ne permettent pas aujourd'hui d'assurer sans risque une deuxième vague épidémique.

Pourquoi s'obstiner et ne pas attendre que la situation qui s'améliore de jour en jours soit suffisamment bonne pour progressivement et avec tous les moyens nécessaires DECONFINER ?

Ce n'est, pour l'heure, pas le choix qu'a fait-le gouvernement et il faudrait donc, coûte que coûte, et pour certains à marche forcée, reprendre le travail le 11 mai si les patrons l'exigent !

Pour la FEC FO, ce n'est pas sérieux, à ce jour les mesures et moyens sanitaires ne nous sont pas suffisants.

- Toute la population ne pourra pas être testée, seules les personnes présentant les symptômes le seront !
- Les masques qui arriveraient en quantité suffisante deviendront obligatoires dans bon nombre de situations mais ne seront pas tous gratuits et pas obligatoirement distribués dans les entreprises !
- Idem pour les autres moyens de protections pourtant reconnus par tous comme nécessaires pour se protéger du COVID-19, qui ne seront pas expressément définis comme obligatoires (gants, gel, visières...) et donc au bon vouloir de l'employeur.
- Pour les transports en commun, c'est la même chose aucune garantie de sécurité sanitaire, de distanciation, de désinfection suffisante,...

Pour la FEC FO, s'en remettre au bon sens et à la bonne volonté des employeurs ne sera pas suffisant et ne rassure pas les salariés.

Pour la FEC FO, il faut des règles claires et strictes garantissant la sécurité et la santé des salariés avant d'envisager toute reprise !

L'économie ne doit pas primer sur la santé et la vie des salariés et de leurs familles.

Il faut donc que le gouvernement revoit vite sa copie, qu'il lève les zones d'ombres, de flou et de doute concernant ce déconfinement annoncé et maintenu.

Les salariés ont besoin d'être rassurés sur leurs conditions de travail et d'emploi, sur le fait qu'eux mêmes et leur famille ne soient pas mis en danger mais, et plus encore, doivent bénéficier d'une mise en place rapide de mesures sociales leur garantissant salaire et emploi.

Car le grand absent de ce plan gouvernemental est le volet social !

Quelles mesures sociales pour accompagner cette crise économique dont sont victimes les salariés ?

Dans les annonces, on trouve peu de choses, si ce n'est RIEN ou quelques miettes !

Pour la FEC FO, le gouvernement doit rapidement intervenir pour :

- Garantir le maintien des emplois en assortissant toute aide à un engagement au maintien d'emploi.
- Garantir le maintien des salaires et non 84% comme actuellement.
- Interdire les licenciements pendant la durée de la crise
- Interdire le versement de dividendes et revoir les grilles des salaires afin de mettre en œuvre une revalorisation de certains métiers jugés aujourd'hui comme indispensables.
- Mettre en œuvre une augmentation générale des salaires afin de relancer la consommation, l'économie et l'emploi dans notre pays en relocalisant certaines productions et services.
- Retirer la réforme de l'assurance chômage (pour l'heure, elle est repoussée à septembre)–qui viendra impacter fortement les droits des chômeurs, ce qui serait catastrophique en cette période d'explosion du nombre demandeurs d'emplois.
- S'engager à retirer et non suspendre une réforme des retraites dont personne ne veut et qui serait catastrophique après la crise que nous traversons.
- Imposer avant toute reprise les moyens de protections des salariés sur leur lieu de travail et dans les transports, une reprise ne pouvant avoir lieu sans une campagne massive de tests de dépistage et non pas uniquement les personnes ayant des symptômes de Covid-19.
- ...

La FEC FO exige donc que ce gouvernement retire cette date POLITIQUE du 11 mai et mette sur pied un réel plan de préservation de la santé de tous les salariés y compris les plus précaires à travers un plan sanitaire et social clair et concret, applicable à tous et étant validé au niveau interprofessionnel puis dans les branches et chaque entreprise ou seraient remis en place des CHSCT.

Il est impératif que dans les prochains jours le gouvernement rassure la population par des mesures sanitaires et sociales concrètes et rapides pour TOUS !

Pour la FEC FO, on ne joue pas avec la santé des salariés et de leur famille, et l'on doit rapidement les aider financièrement pour que cette catastrophe sanitaire, qui a déjà fait plus de 23 600 morts, ne finisse pas en catastrophe sociale (déjà en cours) plus importante.

Paris, le 29 avril 2020

Contact : Sébastien BUSIRIS, Secrétaire général de la FEC et membre de la CE confédérale - 06.73.24.91.19

Fédération des Employés et Cadres Force Ouvrière – 54 rue d'Hauteville - 75010 PARIS

Téléphone : 01.48.01.91.90 - Fax : 01.48.01.91.92 - Courriel : secretariat@fecfo.fr - Web : www.fecfo.fr